

QUI NOUS SOMMES:

L'IUT regroupe essentiellement des organisations nationales et régionales de locataires. L'IUT accueille aussi d'autres organisations qui partagent notre objectif de défense des intérêts du locataire, comme les organisations de consommateurs et de gestion.

L'IUT lutte pour le droit au logement juste, sain et économique.

En avril 2013 l'IUT comptait 61 membres dans 43 pays, dans toutes les régions du monde.

Le siège de l'IUT est situé à Stockholm en Suède, et possède un bureau de liaison avec l'Union Européenne à Bruxelles en Belgique.

CE QUE NOUS VOULONS:

- Faire avancer le droit de tous à un logement correct, ce qui inclut des loyers justes et abordables, ainsi qu'un environnement sûr et sain
- Sécurité de l'occupation du locataire
- Le droit d'organisation
- La démocratie locative et résidentielle ainsi que le droit de participation aux questions de coût du logement et d'environnement du logement.
- Aucune discrimination d'âge, de sexe, de race, de religion, d'ethnie, d'orientation sexualité et d'appartenance religieuse ou tribale.

CE QUE NOUS FAISONS:

- Faciliter et organiser la coopération inter-locataires, partager les informations et expériences par :
 - le site internet de l'IUT : www.iut.nu
 - le magazine trimestriel Global Tenant («locataire du monde»)
 - des séminaires et conférences locales
 - la coordination des activités de la journée internationale du locataire («International Tenants' Day») – le premier lundi d'octobre chaque année
- Faire pression sur le Parlement européen et la Commission européenne, et diffuser l'information par le bureau de liaison de l'IUT avec l'UE à Bruxelles.
- Participer aux travaux de l'UN ECOSOC, Comité du Logement et de l'Aménagement du Territoire, à Genève et à ceux de l'agence de l'ONU chargée de l'habitat (UN Habitat) à Nairobi.
- Participer aux travaux du Conseil de l'Europe de Strasbourg, particulièrement en vue du renforcement et de l'application de l'article 31 de la Charte Sociale européenne concernant le droit au logement.
- Mettre en place des projets bilatéraux

Adhérents de l'IUT en 2013 :

Afrique du Sud
Allemagne
Angleterre (4)
Australie (6)
Autriche
Belgique
Bénin
Bosnie-Herzégovine
Canada (3)
Rép. Démocratique du Congo
Croatie
République Tchèque
Danemark
Écosse
Espagne
Estonie
Etats-Unis d'Amérique (2)
Finlande
France
Irlande
Inde
Israël
Italie (3)
Japon
Lettonie
Macédoine
Nigeria (2)
Norvège
Nouvelle-Zélande
Ouganda
Pays-Bas
Pays de Galles (2)
Pologne
Portugal
Roumanie
Slovakia
Slovénie
Suède
Suisse (3)
Tanzanie
Togo

Pour plus d'information sur
l'adhésion, voir
www.iut.nu >Members

QUI NOUS SOMMES... CE QUE NOUS VOULONS... CE QUE NOUS FAISONS...

L'IUT considère que le logement est un droit fondamental de toute société. Le logement doit donc être pris en compte à l'échelle locale, nationale et internationale. Le logement abordable et sain est une garantie de paix et de sécurité, un pilier fondamental de toutes les sociétés stables. Le manque de logement et la clochardise sont les principaux ingrédients de l'exclusion sociale.

Logement, marché du travail et justice sociale sont intimement liés. À l'échelon de l'UE ces éléments doivent être reconnus dans leur interdépendance, mais le logement en tant que tel ne fait pas partie des compétences de l'Union européenne.

L'IUT pense que des mesures spéciales doivent être prises pour les pays en transition.

L'IUT est indépendante politiquement et entièrement financée par les cotisations de ses membres. Des subventions du Centre international Olof Palme en Suède financent nos projets bilatéraux.

Le **Charte du Locataire** est disponible dans les principales langues à www.iut.nu

Secrétariat de l'IUT:
P.O. Box 7514
SE-103 92 Stockholm, Suède
E-mail : info@iut.nu
tél. +46 8 791 02 25
fax +46 8 20 43 44



www.iut.nu

Bureau de liaison de
l'IUT à l'UE :
23, rue du Luxembourg
B-1000 Bruxelles, Belgique
E-mail :
barbara.steenbergen@iut.nu
tél. +32 2 513 07 84,
fax +32 2 513 09 55



Association Internationale Des Locataires
(International Union Of Tenants)

Locataires Unis!

Participation Sans Frontières

- Statut consultatif auprès du Conseil Économique et Social des Nations Unies (UN ECOSOC)
- Statut de participation auprès du Conseil de l'Europe